

Extrait de l'ouvrage :
LA CONVENTION POUR L'ÉLIMINATION DES DISCRIMINATIONS
À L'ÉGARD DES FEMMES
Sous la dir. de Diane Roman

EAN : 978-2-233-00727-8
éditions A.Pedone 2014

3. LISTE DES COMMUNICATIONS INDIVIDUELLES
(À JOUR AU 1^{ER} JUILLET 2014)

Cet ouvrage est en vente chez votre libraire
et auprès des éditions A.Pedone
13 rue Soufflot 75005 Paris France
tel : + 39 (0) 1 43 54 05 97 - Email : librairie@apedone.net - site : www.pedone.info

Extrait de l'ouvrage :

LA CONVENTION POUR L'ÉLIMINATION DES DISCRIMINATIONS

À L'ÉGARD DES FEMMES

Sous la dir. de Diane Roman

EAN : 978-2-233-00727-8

éditions A.Pedone 2014

Cet ouvrage est en vente chez votre libraire
et auprès des éditions A.Pedone
13 rue Soufflot 75005 Paris France

tel : + 39 (0) 1 43 54 05 97 - Email : librairie@apedone.net - site : www.pedone.info

Numéro de la communication	Nom de l'auteur	Etat défendeur	Date de dépôt de la communication	Date de la décision du Comité	Objet de la communication	Articles invoqués	Recevabilité	Décision au fond	Opinions séparées	Cote ONU	Chapitre pertinent
1/2003	Mme B.J.	Allemagne	20 août 2002	14 juillet 2004	Égalité entre époux (divorce) ; travail domestique (care) ;	1, 2 [2a à 2f], 3, 5, 15.2, 16.1 [c, d, g et h]	Irrecevabilité (abs. d'épuisement des recours internes et <i>ratione temporis</i>)		Opinion dissidente (évaluation du délai raisonnable des procédures internes)	CED AW/C/36/D/1/2003	Chap. 2 ; Chap. 8 ; Chap. 9
2/2003	Mme A. T.	Hongrie	10 octobre 2003	26 janvier 2005	Violences conjugales	2a ; 2b ; 2 ^e ; 5a ; 16		Violation art. 2a ; 2b ; 2e ; 5a conjointement à art. 16		CED AW/C/36/D/2/2003	Chap. 5 ; Chap. 7
3/2004	Mme Dung ThiThuy Nguyen	Pays-Bas	8 déc. 2003	14 août 2006	Congé maternité	11.2b		Conformité	Opinion dissidente (discrimination indirecte)	CED AW/C/36/D/3/2004	Chap. 4, Chap. 9
4/2004	M ^{me} A. S. (représentée par le Centre européen des droits des Roms et le Bureau	Hongrie	12 février 2004	14 août 2006	Stérilisation forcée	10h ; 12, 16.1e		Violation art. 10h ; 12, 16.1e		CED AW/C/36/D/4/2004	Chap. 6 ; Chap. 7

Cet ouvrage est en vente chez votre libraire
 et auprès des éditions A.Pedone
 13 rue Soufflot 75005 Paris France

tel : + 39 (0) 1 43 54 05 97 - Email : librairie@apedone.net - site : www.pedone.info

Numéro de la communication	Nom de l'auteur	Etat défendeur	Date de dépôt de la communication	Date de la décision du Comité	Objet de la communication	Articles invoqués	Recevabilité	Décision au fond	Opinions séparées	Cote ONU	Chapitre pertinent
	de défense juridique des minorités nationales et ethniques)										
5/2005	Centre viennois de lutte contre la violence dans la famille et l'Association pour l'accès des femmes à la justice, au nom de Şahide Goekce(décédée) et de Hakan Goekce, Handan Goekce et GuelueGoekce (descendants de la victime défunte)	Autriche	21 juillet 2004	6 août 2007	Violences conjugales	1, 2, 3, 5		Violation art. 2 (a, c-f) ; art. 3 interprétés à la lumière de l'art. 1 et de la recommandation générale n° 19		CED AW/C/39/D/5/2005	Chap. 2 ; Chap. 4, Chap. 7
6/2005	Centre d'intervention contre la violence familiale de Vienne et l'Association pour	Autriche	21 juillet 2004	6 août 2007	Violences conjugales	1, 2, 3, 5		Violation art. 2 (a, c-f) ; art. 3 interprétés à la		CED AW/C/39/D/6/2005	Chap. 2 , Chap. 4, Chap. 7

Cet ouvrage est en vente chez votre libraire
 et auprès des éditions A.Pedone
 13 rue Soufflot 75005 Paris France

tel : + 39 (0) 1 43 54 05 97 - Email : librairie@apedone.net - site : www.pedone.info

Numéro de la communication	Nom de l'auteur	Etat défendeur	Date de dépôt de la communication	Date de la décision du Comité	Objet de la communication	Articles invoqués	Recevabilité	Décision au fond	Opinions séparées	Cote ONU	Chapitre pertinent
	l'accès des femmes à la justice, au nom de Fatma Yildirim (la défunte) et de Banu Akbak, Gülen Khan et Melissa Özdemir (descendants de la défunte)							lumière de l'art. 1 et de la recommandation générale n° 19			
7/2005	Cristina Muñoz-Vargas y Sainz de Vicuña	Espagne	30 juillet 2004	9 août 2007	Transmission des titres nobiliaires	2c ; 2f	Irrecevabilité <i>ratione temporis</i>		Opinions individuelles concordantes (irrecevabilité <i>ratione materiae</i>) ; opinion individuelle dissidente (recevabilité <i>ratione temporis</i> et <i>ratione materiae</i>)	CED AW/C/39/D/7/2005	Chap. 2 (Chap. 10 ?)

Cet ouvrage est en vente chez votre libraire
 et auprès des éditions A.Pedone
 13 rue Soufflot 75005 Paris France

tel : + 39 (0) 1 43 54 05 97 - Email : librairie@apedone.net - site : www.pedone.info

Numéro de la communication	Nom de l'auteur	Etat défendeur	Date de dépôt de la communication	Date de la décision du Comité	Objet de la communication	Articles invoqués	Recevabilité	Décision au fond	Opinions séparées	Cote ONU	Chapitre pertinent
8/2005	Rahime Kayhan	Turquie	20 août 2004	27 janvier 2006	Port du voile islamique	11	Irrecevabilité (abs. d'épuisement des recours interne)			CED AW/C/34/D/8/2005	Chap. 2 ; Chap. 5
10/2005	Mme N.F.S	Royaume-Uni	21 septembre 2005	30 mai 2007	Expulsion d'une demandeuse d'asile ; violences conjugales	2 et 3	Irrecevabilité (abs. d'épuisement des recours internes)			CED AW/C/38/D/10/2005	Chap. 2
11/2006	Mme Constance Ragan Salgado	Royaume-Uni	11 avril 2005	22 janvier 2007	Nationalité (Transmission patrilinéaire de la nationalité)	1 ; 2.f ; 9.2	Irrecevabilité <i>ratione temporis</i> ; absence d'épuisement des recours internes			CED AW/C/37/D/11/2006	Chap. 2 ; Chap. 8
12/2007	Groupe d'intérêt pour le matronyme, G.F. et S.F.	France	26 mai 2006	4 août 2009	Nom de famille (Transmission patrilinéaire du patronyme)	16.1 g	Irrecevabilité (abs. de qualité de victimes)		Opinions individuelles dissidentes (recevabilité ; constat de violation)	CED AW/C/44/D/12/2007	Chap. 2 ; Chap. 8

Cet ouvrage est en vente chez votre libraire
 et auprès des éditions A.Pedone
 13 rue Soufflot 75005 Paris France

tel : + 39 (0) 1 43 54 05 97 - Email : librairie@apedone.net - site : www.pedone.info

Numéro de la communication	Nom de l'auteur	Etat défendeur	Date de dépôt de la communication	Date de la décision du Comité	Objet de la communication	Articles invoqués	Recevabilité	Décision au fond	Opinions séparées	Cote ONU	Chapitre pertinent
13/2007	SOS Sexisme, au nom de Michèle Dayras, Nelly Campo-Trumel, Sylvie Delange, Frédérique Remy-Cremieu, Micheline Zeghouani, Hélène Muzard-Fekkar et Adèle Daufrene-Levrard	France	6 juillet 2006	4 août 2009	Nom de famille (Transmission patrilinéaire du patronyme)	16.1 g	Irrecevabilité (abs. de qualité de victime ; irrecevabilité <i>ratione temporis</i> ; abs. d'épuisement des recours internes)		Opinions individuelles (irrecevabilité en raison de la seule abs. d'épuisement des voies de recours interne)	CED AW/C/44/D/13/2007	Chap. 2 ; Chap. 8
15/2007	Mme ZhenZhen Zheng	Pays-Bas	22 janvier 2007	27 octobre 2008	Deman-deuse d'asile ; traite et exploitation sexuelle	6	Irrecevabilité (abs. d'épuisement des recours internes)		Opinions individuelles dissidentes (violation)	CED AW/C/42/D/15/2007	Chap. 2 ; Chap. 6 ; Chap.7
17/2008	Maria de Lourdes da Silva Pimentel, représentée par le Center for Reproductive Rights et Advocacia Cidadãpelos DireitosHumanos	Brésil	30 nov. 2007	25 juillet 2011	Santé ; mortalité maternelle ; accès aux services de santé ; accès à la justice ; vulnérabilité ; discriminations	2 ; 12		Violation des art. 12 et 2.c		CED AW/C/49/D/17/2008	Chap. 6 ; Chap. 7 ; Chap. 10

Cet ouvrage est en vente chez votre libraire
 et auprès des éditions A.Pedone
 13 rue Soufflot 75005 Paris France

tel : + 39 (0) 1 43 54 05 97 - Email : librairie@apedone.net - site : www.pedone.info

Numéro de la communication	Nom de l'auteur	Etat défendeur	Date de dépôt de la communication	Date de la décision du Comité	Objet de la communication	Articles invoqués	Recevabilité	Décision au fond	Opinions séparées	Cote ONU	Chapitre pertinent
	au nom de Alyne da Silva Pimentel Teixeira (décédée)				multiples						
18/2008	Karen TayagVertido	Philippines	29 nov. 2007	16 juillet 2010	Accès à la justice ; stéréotypes de genre ; viol	Art. 1 ; 2.c ; 2.d ; 2.f ; 5.a		Violation des art. 2.c ; 2.f ; 5.a rapprochés de l'art. 1 et de la recommandation générale n° 19		CED AW/C/46/D/18/2008	Chap. 5 ; Chap. 7 ; Chap. 10
19/2008	Cecilia Kell	Canada	24 juin 2008	28 février 2012	Femmes autochtones ; violence conjugale ; sécurité juridique ; droit au bail ; vulnérabilité ; discrimination croisée	Art. 1, 2.d ; 2.e ; 14.2.h ; 15.1 à 4 ; 16.1.h		Violation des art. 2.d ; 2.e ; 16.h lus conjointement avec l'art. 1	Opinion individuelle dissidente (irrecevabilité pour défaut d'épuisement des voies de recours internes)	CED AW/C/51/D/19/2008	Chap. 6 ; chap. 8

Cet ouvrage est en vente chez votre libraire
 et auprès des éditions A.Pedone
 13 rue Soufflot 75005 Paris France

tel : + 39 (0) 1 43 54 05 97 - Email : librairie@apedone.net - site : www.pedone.info

Numéro de la communication	Nom de l'auteur	Etat défendeur	Date de dépôt de la communication	Date de la décision du Comité	Objet de la communication	Articles invoqués	Recevabilité	Décision au fond	Opinions séparées	Cote ONU	Chapitre pertinent
20/2008	Mme V. K.	Bulgarie	15 octobre 2008	25 juillet 2011	Violences conjugales ; stéréotypes sexistes, accès à la justice	1, 2, 5, 16		Violation des art. 2.c ; 2.d ; 2.e ; 2.g ; 5.a rapprochés de l'art. 1 et de la recommandation générale n°19		CED AW/C/49/D/20/2008	Chap. 5 ; Chap. 7 ; Chap. 10
22/2009	T.P.F. (représentée par le Centre pour les droits reproductifs et le Centro de Promoción y Defensa de los Derechos Sexuales y Reproductivos) au nom de L.C (victime)	Pérou	18 juin 2009	17 octobre 2011	Santé (refus d'avortement thérapeutique)	1, 2c, 2f, 3, 5, 12, 16.1e		Violation des art. 2c, 2f, 3, 5, 12 conjugués à l'art. 1		CED AW/C/50/D/22/2009	Chap. 7

Cet ouvrage est en vente chez votre libraire
 et auprès des éditions A.Pedone
 13 rue Soufflot 75005 Paris France

tel : + 39 (0) 1 43 54 05 97 - Email : librairie@apedone.net - site : www.pedone.info

Numéro de la communication	Nom de l'auteur	Etat défendeur	Date de dépôt de la communication	Date de la décision du Comité	Objet de la communication	Articles invoqués	Recevabilité	Décision au fond	Opinions séparées	Cote ONU	Chapitre pertinent
23/2009	Inga Abramova	Belarus	3 avril 2009	25 juillet 2011	Conditions de détention, harcèlement	2a, 2b, 2d, 2e, 2f, 3, 5.a conjointement avec l'art. 1		Violation des art. 2a, 2b, 2d, 2e, 2f, 3, 5.a conjointement avec l'art. 1		CED AW/C/49/D/23/2009	Chap. 10 ?
25/2010	M.P.M	Canada	25 mars 2010	24 février 2012	Demandeuse d'asile ; violence conjugale	2c, 2d, 3, 15, 16	Irrecevabilité (requête mal fondée ; abs. de motivation)			CED AW/C/51/D/25/2010	Chap. 2
26/2010	Guadalupe Herrera Rivera	Canada	15 sept. 2010	18 octobre 2011	Demandeuse d'asile ; violence conjugale	1, 2a à 2d, 5.a, 24	Irrecevabilité (abs. d'épuisement des recours internes)			CED AW/C/50/D/26/2010	Chap. 2
27/2010	Zhanna Mukhina	Italie	5 mars 2010	18 octobre 2011	Autorité parentale	16f	Irrecevabilité (abs. de motivation)			CED AW/C/50/D/27/2010	Chap. 2

Cet ouvrage est en vente chez votre libraire
 et auprès des éditions A.Pedone
 13 rue Soufflot 75005 Paris France

tel : + 39 (0) 1 43 54 05 97 - Email : librairie@apedone.net - site : www.pedone.info

Numéro de la communication	Nom de l'auteur	Etat défendeur	Date de dépôt de la communication	Date de la décision du Comité	Objet de la communication	Articles invoqués	Recevabilité	Décision au fond	Opinions séparées	Cote ONU	Chapitre pertinent
28/2010	R. K. B.	Turquie	14 juillet 2009	24 février 2012	Licenciement arbitraire, stéréotypes de genre	1, 2a, 2c, 5a, 11.1a, 11.1d		Violation art. 2a, 2c lus conjointement avec l'art. 1 ; violation de l'art. 5a et 11a et 11d	Opinion individuelle concurrente	CED AW/C/51/D/28/2010	Chap. 5
29/2011	Maïmouna Sankhé c. Espagne	Espagne	30 déc. 2010	11 octobre 2013	Refus de titre de séjour	1, 2 a à g, 3, 6, 9.1, 10a, 11.1a et 11.1d) et 11.2c, 15.1 et 15.2, 16.1c, 16.1.d et 16.1.f	Irrecevabilité (abs. d'épuisement des recours internes)			CED AW/C/56/D/29/2011	Chap. 2
31/2011	S.V.P. au nom de V.P.P.	Bulgarie	3 déc. 2010	12 octobre 2012	Agression sexuelle ; victime mineure et handicapée, accès à la justice	2a à 2d, 2e à 2g, 3, 5, 12, 15		Violation art. 2a, 2b, 2c, 2e, 2f et 2g lus conjointement		CED AW/C/53/D/31/2011	Chap. 5, Chap. 6, Chap. 7, Chap. 10

Cet ouvrage est en vente chez votre libraire
 et auprès des éditions A.Pedone
 13 rue Soufflot 75005 Paris France

Numéro de la communication	Nom de l'auteur	Etat défendeur	Date de dépôt de la communication	Date de la décision du Comité	Objet de la communication	Articles invoqués	Recevabilité	Décision au fond	Opinions séparées	Cote ONU	Chapitre pertinent
								tement avec les art. 1 à 3 ; violation de l'art. 5a et 5b, 12, 15.1			
32/2011	IsatouJallow	Bulgarie	15 nov. 2010	23 juillet 2012	Violences conjugales	1, 2, 3, 5, 16.1c, 16.1d, 16.1.f et 16.1.g		Violation des art. 2b à 2f, 5.a, 16.1c, 16.1d, 16.1.f lus à la lumière des art. 1 et 3 de la Convention		CED AW/C/52/D/32/2011	Chap. 6, Chap. 7
33/2011	M. N. N	Danemark	8 mai 2010	15 juillet 2013	Demandeuse d'asile, expulsion, risque de mutilations sexuelles	1, 2c et 2d, 3, 12	Irrevabilité (requête insuffisamment étayée)			CED AW/C/55/D/33/2011	Chap. 2 ; Chap. 6 ; Chap. 7

Cet ouvrage est en vente chez votre libraire
 et auprès des éditions A.Pedone
 13 rue Soufflot 75005 Paris France

tel : + 39 (0) 1 43 54 05 97 - Email : librairie@apedone.net - site : www.pedone.info

Numéro de la communication	Nom de l'auteur	Etat défendeur	Date de dépôt de la communication	Date de la décision du Comité	Objet de la communication	Articles invoqués	Recevabilité	Décision au fond	Opinions séparées	Cote ONU	Chapitre pertinent
34/2011	R.P.B.	Philippines	23 mai 2011	21 février 2014	Viol, victime handicapée, accès à la justice, stéréotypes	2c, 2d, 2f		Violation des art. 2c, 2d, 2f à la lumière de l'art. 1 ^{er} et des recommandations générales n° 18 et 19		CED AW/C/57/D/34/2011	Chap. 5, Chap. 6, Chap. 7, Chap. 10
35/2012,	M.E.N.	Danemark	6 octobre 2011	26 juillet 2013	Demandeuse d'asile, expulsion	1, 2c, 2d, et 3	Irrecevabilité (requête insuffisamment étayée)		Opinion dissidente (recevabilité ; violation de la convention)	CED AW/C/55/D/35/2011	Chap. 2, Chap. 6 ; Chap. 7
36/2012,	Elisabeth de Blok et al.	Pays-Bas	24 nov. 2011	17 février 2014	Congé maternité	11.2b		Violation art. 11.2b		CED AW/C/57/D/36/2012	Chap. 9

Cet ouvrage est en vente chez votre libraire
 et auprès des éditions A.Pedone
 13 rue Soufflot 75005 Paris France

tel : + 39 (0) 1 43 54 05 97 - Email : librairie@apedone.net - site : www.pedone.info

Numéro de la communication	Nom de l'auteur	Etat défendeur	Date de dépôt de la communication	Date de la décision du Comité	Objet de la communication	Articles invoqués	Recevabilité	Décision au fond	Opinions séparées	Cote ONU	Chapitre pertinent
38/2012	J.S.	Royaume-Uni	24 février 2011	15 octobre 2012	Nationalité (Transmission patrilinéaire de la nationalité)	1, 2, 3, 9	Irrecevabilité (abs. d'épuisement des recours internes)			CED AW/C/53/D/38/2012	Chap. 2
39/2012	N.	Pays-Bas	16 février 2012	17 février 2014	Demandeuse d'asile, expulsion, violences domestiques, victime de traite prostitutionnelle	1, 2e, 3 et 6	Irrecevabilité (requête insuffisamment étayée)			CED AW/C/57/D/39/2012	Chap. 2 ; Chap. 4 ; Chap. 7
40/2012	M. S.	Danemark	6 sept. 2012	22 juillet 2013	Demandeuse d'asile, expulsion, discrimination fondée sur la religion, harcèlement sexuel	1, 2, 3, 5, 12 et 16	Irrecevabilité (requête insuffisamment étayée)			CED AW/C/55/D/40/2012	Chap. 2 ; Chap. 6 ;
44/2012	M. K. D. A.-A.	Danemark		18 octobre 2013	Etrangère, violences conjugales, égalité des parents	1, 2d, 5 et 16d	Irrecevabilité (perte de la qualité de victime)			CED AW/C/56/D/44/2012	Chap. 2

Cet ouvrage est en vente chez votre libraire
 et auprès des éditions A.Pedone
 13 rue Soufflot 75005 Paris France

tel : + 39 (0) 1 43 54 05 97 - Email : librairie@apedone.net - site : www.pedone.info

TABLE DES MATIERES

<i>Préface</i>	3
<i>Avant propos</i>	11
<i>Table des abréviations</i>	15

PARTIE I. ORGANES ET VALEUR DE LA CONVENTION

CHAPITRE 1

SPLENDEUR ET MISÈRE DE LA CONVENTION SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES

<i>Section I. Le prodige d'une acceptation universelle</i>	25
§1. UNE PROTECTION CATÉGORIELLE ET GÉNÉRALISTE MODERNE.....	26
I. La lutte contre les discriminations à l'égard des femmes.....	26
II. L'égalité jouissance des droits fondamentaux dans tous les domaines.....	28
§2. UN MÉCANISME INDÉPENDANT DE SURVEILLANCE	30
I. Un comité conventionnel.....	31
II. Un mécanisme quasi-juridictionnel précurseur.....	34
<i>Section II. Le constat d'un universalisme de convenance</i>	35
§1. LES LACUNES DE L'OBJECTIF D'ÉGALE JOUISSANCE DES DROITS FONDAMENTAUX	36
I. L'oubli du libre épanouissement des femmes.....	36
II. La reproduction des insuffisances des mécanismes de communication existants.....	39
§2. LE PIÈGE DES RÉSERVES AUX DISPOSITIONS DE LA CONVENTION	41
I. Des réserves difficilement compatibles avec l'objet et le but de la Convention	41
II. Les incertitudes quant au sort d'une réserve invalide	44

CHAPITRE 2

LE COMITÉ POUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES : TRENTÉ ANS D'ACTIVITÉS EN FAVEUR DES FEMMES

<i>Section I. L'organisation et le fonctionnement du Comité : une rationalisation progressive</i>	50
§ 1. UN COMITÉ AU FÉMININ.....	50
I. La surreprésentation des femmes.....	50
II. L'engagement en faveur des droits des femmes	51

Cet ouvrage est en vente chez votre libraire
et auprès des éditions A.Pedone
13 rue Soufflot 75005 Paris France

TABLE DES MATIÈRES

III. Une répartition géographique encore inégale	52
IV. Une indépendance et impartialité parfois discutée	53
§ 2. UNE ORGANISATION INTERNE STRUCTURÉE	54
I. Le règlement intérieur du Comité	54
II. Le Bureau du Comité.....	54
III. Le secrétariat du Comité.....	55
§ 3. UN FONCTIONNEMENT ENTRAVÉ PAR DES DISPOSITIONS INADAPTÉES	55
I. Des sessions rationnées.....	56
II. La faiblesse des moyens mis à disposition du Comité	57
Section II. Les mécanismes et procédures de mise en œuvre de la Convention : vers une effectivité accrue	58
§ 1. LES MÉCANISMES PRÉVUS PAR LA CONVENTION	58
I. L'examen des rapports étatiques	58
II. La formulation de suggestions, de recommandations générales et de décisions	62
§ 2. LES MÉCANISMES INTRODITS PAR LE PROTOCOLE ADDITIONNEL À LA CONVENTION	63
I. L'enquête : une procédure encore peu utilisée	64
II. Les communications individuelles : un mécanisme aux effets mitigés.....	65
A. <i>Les auteurs de la plainte : une saisine largement ouverte</i>	65
B. <i>L'épuisement des voies de recours interne : un principe assoupli</i>	67
C. <i>La compétence ratione temporis : une appréciation complexe</i>	68
D. <i>La compétence ratione loci : une reconnaissance de la responsabilité extraterritoriale des Etats parties</i>	69
E. <i>L'irrecevabilité d'une communication manifestement mal fondée ou insuffisamment motivée</i>	70
F. <i>Les conditions de forme : un formalisme assoupli</i>	71
G. <i>Le déroulement de la procédure de communication : une rationalisation du travail du Comité</i>	71
§ 3. LA VALEUR JURIDIQUE DES ACTES ADOPTÉS PAR LE COMITÉ : L'AUTORITÉ EN QUESTION.....	73
I. La portée juridique des observations finales et des recommandations générales	73
II. La portée juridique des constatations du Comité	74
Section III. Le Comité : un organe en réseau	77
§ 1. LES RAPPORTS PRIVILÉGIÉS DU COMITÉ AVEC LES ONG	77
§ 2. LA MULTIPLICATION DES RAPPORTS DU COMITÉ AVEC LES ORGANES ONUISIENS	79

LA CONVENTION SUR L'ÉLIMINATION DES DISCRIMINATIONS À L'ÉGARD DES FEMMES

CHAPITRE 3

L'AUTORITÉ JURIDIQUE DE LA CONVENTION

DANS LES ORDRES NATIONAUX : UNE INTÉGRATION EN DEMI-TEINTE

Section I. Le faible statut reconnu à la Convention par les Etats	82
§ 1. LE STATUT DE LA CONVENTION LIBREMENT DÉTERMINÉ PAR CHAQUE ÉTAT	82
I. Des modalités d'intégration variables de la Convention	82
II. Des modes différenciés d'articulation de la Convention avec le droit interne	86
§ 2. LA SPÉCIFICITÉ DU STATUT DU PRINCIPE D'ÉGALITÉ DES FEMMES ET DES HOMMES	88
I. L'obligation d'inscrire le principe dans une norme nationale	98
II. L'interprétation dynamique du Comité	90
Section II. La justiciabilité naissante des droits conventionnels devant les juges internes	91
§ 1. L'ABSENCE D'UNE PLEINE JUSTICIABILITÉ DES DROITS CONVENTIONNELS	92
I. L'effet direct marginal de la Convention	92
II. Des réticences judiciaires insurmontables ?	95
§ 2. VERS UN RENFORCEMENT DE LA JUSTICIABILITÉ INDIRECTE DES DROITS CONVENTIONNELS	98
I. le droit national interprété à la lumière de la Convention	98
II. Le juge international : une influence propice ou nuisible à la Convention ?	101

PARTIE II.

LES PRINCIPES FONDATEURS DE LA CONVENTION

CHAPITRE 4

LA CONVENTION, UN OUTIL POUR L'ÉGALITÉ

Section I. Une conception exigeante de l'égalité	108
§1. UNE DÉFINITION ORIGINALE DE LA DISCRIMINATION	108
I. Une définition englobante	108
II. Une définition dépassant l'égalité formelle	110
III. Une définition asymétrique	113
§2. UNE APPRÉHENSION DE LA DISCRIMINATION DANS SES DIFFÉRENTES FORMES	115
I. Les discriminations directes	116
II. Les discriminations indirectes	117
Section II. Un encadrement précis des obligations étatiques	120
§1. DES OBLIGATIONS GÉNÉRALES ESSENTIELLES À L'OBJECTIF D'ÉGALITÉ	120
I. Un cadre général d'interprétation	120
II. L'incompatibilité des réserves faites à l'article 2	122
§2. DES OBLIGATIONS DÉTAILLÉES	123
I. Les articles 2 et 3, ou l'élimination des discriminations à l'égard des femmes	124
II. L'article 4, ou l'adoption de mesures temporaires spéciales	129

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 5
STÉRÉOTYPES DE GENRE ET RÔLES TRADITIONNELS :
LA DIMENSION ÉMANCIPATOIRE DE LA CONVENTION

*Section I. Une dimension émancipatoire :
la lutte contre les stéréotypes de genre* 135

§ 1. L'IDENTIFICATION PAR LE COMITÉ DES STÉRÉOTYPES DE GENRE 136

§ 2. MODIFIER LE CADRE CULTUREL ET ASSURER L'ÉGALITÉ 139

Section II. Les outils de l'égalité transformative 144

§ 1. LA PROMOTION DE L'ÉGALITÉ ET DE LA DIVERSITÉ 145

§ 2. L'ACTION CONTRE LES DISCRIMINATIONS FONDÉES SUR DES STÉRÉOTYPES SEXISTES 147

 I. Représentation des femmes dans les médias 148

 II. Représentation des femmes dans les discours judiciaires 150

CHAPITRE 6
A L'INTERSECTION DES DISCRIMINATIONS STRUCTURELLES :
LA CONVENTION ET LA PROTECTION DES GROUPES VULNÉRABLES

*Section I. L'intersectionnalité : un outil pour dévoiler les discriminations
structurelles* 159

§ 1. L'IMPORTANCE DE LA MISE EN CONTEXTE DANS L'IDENTIFICATION
DES DISCRIMINATIONS STRUCTURELLES 159

§ 2. LA NÉCESSITÉ DE PROTÉGER LES FEMMES LES PLUS VULNÉRABLES
FACE À L'INTERSECTION DES DISCRIMINATIONS 163

*Section II. L'intersectionnalité : un outil pour l'égalité transformative
des groupes vulnérables* 167

§ 1. L'OBLIGATION ÉTATIQUE DE METTRE EN PLACE DES MESURES À CARACTÈRE
TEMPORAIRE 167

§ 2. L'OBLIGATION ÉTATIQUE DE METTRE EN PLACE DES MESURES À CARACTÈRE
STRUCTUREL 175

PARTIE III.
LES DROITS CONSACRÉS

CHAPITRE 7
LE CORPS DES FEMMES.
AUTONOMIE ET INTÉGRITÉ CORPORELLES DANS LA CONVENTION

Section I. Droits reproductifs et accès aux services de santé 185

§ 1. OBLIGATION DE RESPECTER : L'EXEMPLE DE LA STÉRILISATION 188

§ 2. OBLIGATION DE PROTÉGER : L'EXEMPLE DE L'INTERRUPTION DE GROSSESSE 190

§ 3. OBLIGATION DE RÉALISER : L'EXEMPLE DE L'ACCÈS EFFECTIF AUX SERVICES DE SANTÉ .. 194

 I. Education sexuelle et information contraceptive 194

 II. Accès aux services de santé 195

LA CONVENTION SUR L'ÉLIMINATION DES DISCRIMINATIONS À L'ÉGARD DES FEMMES

Section II. Violences de genre et pratiques préjudiciables	197
§ 1. VIOLENCES DE GENRE ET PRATIQUES PRÉJUDICIALES :	
DES NOTIONS GLOBALES	198
I. Des violences de genre ancrées dans un cadre culturel défavorable aux femmes	198
II. Les féminicides comme cas emblématiques de violences discriminatoires	200
III. La lutte contre les violences de genre, une obligation déduite de la Convention	201
§ 2. VIOLENCES DE GENRE ET PRATIQUES PRÉJUDICIALES :	
ANALYSES ET EXEMPLES	203
I. Les violences domestiques	203
A. Mesures pénales et crimes d'honneur	204
B. Mesures protectrices et contrôle du comité	205
II. Traite et prostitution	208
III. Viols et agressions sexuelles	212
IV. Mutilations sexuelles féminines	215

CHAPITRE 8

LA FAMILLE :

« UNITÉ FONDAMENTALE » DE DISCRIMINATIONS ?

Section I. Les droits des femmes dans la sphère familiale	222
§ 1. LES DROITS DES FEMMES EN TANT QU'ÉPOUSES	222
I. Les droits des femmes à l'entrée du mariage	223
II. Les droits des femmes durant le mariage	225
A. Droit au nom	226
B. Droit à la nationalité	227
C. Droit à l'égalité en matière patrimoniale	229
III. Les droits des femmes lors de la dissolution et après le mariage	230
§ 2. LES DROITS DES FEMMES EN TANT QUE MÈRES	232
Section II. Les limites aux droits des femmes dans la sphère familiale	236
§ 1. UNE DÉFINITION À GÉOMÉTRIE VARIABLE DE LA NOTION DE FAMILLE	236
I. Les familles non-traditionnelles	237
II. Les familles 'ultra-traditionnelles'	239
§ 2. LE POIDS DES PRATIQUES RELIGIEUSES, TRADITIONNELLES, COUTUMIÈRES ET DES STÉRÉOTYPES CULTURELS	241
I. Les réserves à l'article 16	241
II. La protection étatique des pratiques religieuses, traditionnelles, coutumières dans la famille	242

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 9
ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ET SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE,
LES DROITS SOCIAUX DANS LA CONVENTION

Section I. Égalité	250
§ 1. L'ÉGALITÉ FORMELLE ENTRE HOMMES ET FEMMES AU TRAVAIL	250
I. L'égal accès au travail	251
II. L'égale rémunération	254
A. <i>A travail égal, salaire égal</i>	254
B. <i>L'égal accès à la protection sociale : sécurité sociale, chômage et retraite</i>	256
III. La protection de la santé au travail	258
A. <i>La protection de la maternité au travail</i>	258
B. <i>La protection contre le harcèlement sexuel</i>	260
§ 2. L'ÉGALITÉ RÉELLE : LA PROTECTION DE LA MATERNITÉ	261
I. L'interdiction des discriminations fondées sur la maternité	261
II. Le droit à un congé maternité indemnisé	262
Section II. Précarité	264
§ 1. LA PRISE EN COMPTE DE L'ACTIVITÉ DOMESTIQUE, OU LA QUESTION DU CARE	265
I. Travail domestique et non rémunéré	265
A. <i>La non-reconnaissance du travail domestique, une atteinte aux droits humains</i>	267
B. <i>La reconnaissance du travail domestique, une obligation étatique</i>	268
II. La conciliation des temps de vie	270
A. <i>La redistribution des rôles sociaux de sexe</i>	270
B. <i>La redistribution entre familles et pouvoirs publics</i>	272
§ 2. LA PROTECTION CONTRE LA PAUVRETÉ	274
I. La réduction du travail informel	275
II. La critique des conséquences de la crise économique et de la globalisation	277

CHAPITRE 10
LA TRANSFIGURATION DE L'ESPACE PUBLIC

Section I. Une éducation réellement inclusive en ligne de mire	282
§ 1. LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS DANS L'ACCÈS AU SYSTÈME ÉDUCATIF	283
I. Respecter le droit d'accès à l'éducation sans discrimination	283
A. <i>L'interdiction des discriminations directes</i>	283
1. Un accès aux différents niveaux d'éducation	284
2. Des conditions d'enseignement similaires au sein d'établissements non-mixtes	285
B. <i>L'interdiction des discriminations indirectes</i>	286
II. Protéger et réaliser le droit d'accès à l'éducation sans discrimination	287
A. <i>Affronter les pratiques patriarcales anti-émancipatoires</i>	287
B. <i>Combattre les causes structurelles de la discrimination</i>	289

LA CONVENTION SUR L'ÉLIMINATION DES DISCRIMINATIONS À L'ÉGARD DES FEMMES

§2. LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS PAR L'INTERMÉDIAIRE DU SYSTÈME ÉDUCATIF	290
I. Des institutions éducatives à consolider	291
A. Le manque d'infrastructures physiques	291
B. Le manque d'enseignants formés et qualifiés	291
II. Des programmes scolaires à réformer	292
A. Des programmes scolaires renforcés	293
1. Des programmes spéciaux	293
2. L'éducation à la santé sexuelle et reproductive	294
B. L'éducation, vecteur d'égalité des sexes	295
1. Intégrer l'égalité des sexes dans les programmes scolaires	295
2. Garantir la mixité au sein des différentes formations	296
Section II. Une transformation tangible des représentations du pouvoir	298
§1. REPRÉSENTER LE PEUPLE	299
I. La citoyenne votante	299
A. Respecter le droit de vote sans discrimination	299
1. L'interdiction des discriminations directes	300
2. L'interdiction des discriminations indirectes	300
B. Protéger et réaliser l'exercice du droit de vote sans discrimination	301
1. Affronter les pratiques patriarcales antidémocratiques	301
2. Combattre les causes structurelles de la discrimination	302
II. La citoyenne représentante	303
A. Le droit d'être éligible	303
1. Respecter le droit de candidater sans discrimination	303
2. Protéger et réaliser le droit de candidater sans discrimination	304
a. Affronter les pratiques patriarcales antidémocratiques	304
b. Combattre les causes structurelles de la discrimination	306
B. Le droit d'être élue	307
1. La représentation bisexuée	307
a. Une démocratie authentique	308
b. Les quotas électoraux	308
2. Une représentation hétérogène	301
a. Une exigence ambiguë	310
b. Les statistiques controversées	311
§2. REPRÉSENTER L'ÉTAT	312
I. Les pouvoirs gouvernementaux en partage	312
A. L'élaboration des politiques publiques	312
1. Une présence féminine au Gouvernement	312
2. La consultation d'organismes féminins et féministes	313
a. Les mécanismes nationaux de protection de droits des femmes	313
b. Les mécanismes associatifs de protection de droits des femmes	314
B. L'exécution des politiques publiques	314
1. Respecter et protéger le droit d'occuper un emploi public sans discrimination	314
2. Réaliser le droit d'occuper un emploi public sans discrimination	315

TABLE DES MATIÈRES

II. Les pouvoirs régaliens au féminin	316
<i>A. La Couronne</i>	317
1. Les héritiers de la Couronne	317
2. Les envoyés de la Couronne	318
<i>B. L'autorité publique</i>	320
1. Le prétoire	320
a. L'accès à la magistrature.....	320
b. L'accès à la justice	321
2. Le champ de bataille	323
a. La prévention des conflits, les conflits et les situations d'après conflit	323
b. Les forces armées.....	324

ANNEXES

<i>1. Texte de la Convention</i>	329
<i>2. Liste des recommandations générales : 1986-2013</i>	339
<i>3. Liste des communications individuelles (à jour au 1^{er} juillet 2014)</i>	341
<i>4. Index thématique</i>	355